

Envahissement du CTL Loiret du 25 mars 2016 à Orléans

Vendredi dernier, une soixantaine d'agents venus de tout le département ont investi le Comité technique Local. A l'appel des syndicats CGT, Solidaires, FO et CFDT, la mobilisation est croissante contre les politiques de restructurations, de suppressions d'emplois, le mépris du gouvernement et de notre hiérarchie pour nos missions de service public ainsi que nos conditions de travail sans cesse dégradées.

Alors que 21 suppressions de postes sont prévues en 2016 dans le Loiret, que nos conditions de travail sont dégradées depuis des années, que les agents apprennent même par la presse la fermeture de la trésorerie d'Outarville, nous ne pouvons que constater que le dialogue social ainsi que l'éthique du service public tant vantée par notre hiérarchie, ne sont qu'une vaste blague.

Les agents du Loiret ont pu porter vendredi dernier leur propre parole sur leurs conditions de travail, la réalité du vrai travail, dont nos interlocuteurs sont bien éloignés. A cela, notre directeur nous a rassuré : selon lui si nous n'y arrivons plus, si nos missions de service public ne sont pas assurées, il ne faut surtout pas se « stresser ». Après tout ce n'est pas grave, c'est comme ça... et comme de toute façon nos indicateurs sont bons, notre « dialogue de performance » est au beau fixe, pourquoi s'inquiéter de la réalité ? Nous avons pour notre part exigé le maintien d'un Centre des Finances Publiques à Pithiviers, comme à Gien, le maintien du maillage territorial des trésoreries, l'attribution immédiate de 25 postes d'agents C et 25 postes d'agents B dans le Loiret, ainsi que l'arrêt des détachements sauvages en vigueur dans le département.

Nous comptons bien intensifier notre mobilisation en participant à la grève et aux manifestations du 31 mars contre la Loi Travail. C'est le moment, tous ensemble de faire reculer ce gouvernement aux ordres du grand patronat, et de développer le rapport de force à la DGFIP pour nos revendications. La campagne IR 2016 doit être le moment d'exprimer le vrai « malaise fiscal » : celui des agents qui n'en peuvent plus d'assurer des missions précarisées pour un salaire au rabais, et qui sont bien décidés à agir !

Le 29 mars 2016